



99.081

**Expo.02.
Zusatzkredit**

**Expo.02.
Crédit additionnel**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.99
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.99

Antrag der Kommission

Mehrheit

Eintreten

Minderheit

(Föhn, Moser, Vetterli)

Rückweisung an den Bundesrat

mit den Optionen Abbruch oder Verschiebung auf die Jahre 2005/06

Antrag Teuscher

Nichteintreten

Antrag Hess Bernhard

Rückweisung an den Bundesrat

mit dem Auftrag, das Projekt Expo.02 finanzverträglich auf die Hälfte des ursprünglichen Kredites zu reduzieren.

Antrag Maspoli

Rückweisung an die Kommission

mit dem Auftrag, die Expo.02 dezentralisiert in den vier Kulturregionen der Schweiz durchzuführen

Proposition de la commission

Majorité

Entrer en matière

Minorité

(Föhn, Moser, Vetterli)

Renvoi au Conseil fédéral

avec les options interruption ou report aux années 2005/06

Proposition Teuscher

Ne pas entrer en matière

Proposition Hess Bernhard

Renvoi au Conseil fédéral

avec mandat de réduire de moitié le crédit initial destiné au projet Expo.02

Proposition Maspoli

Renvoi à la commission

avec mandat d'organiser l'Expo.02 de manière décentralisée dans les quatre régions culturelles de la Suisse

Scheurer Rémy (L, NE), pour la commission: La Commission de la science, de l'éducation et de la culture a traité du crédit additionnel de la Confédération pour l'exposition nationale au cours de deux séances, l'une





en octobre, l'autre à la mi-novembre. En préambule, qu'il soit bien entendu que votre commission n'a pas souhaité porter un jugement sur les causes des difficultés rencontrées par les responsables de l'organisation d'Expo.01 et qu'elle n'a pas cherché à déterminer des responsabilités collectives ou individuelles. Ultérieurement, il conviendra de faire la lumière sur ces difficultés qui ont conduit le projet au bord de l'échec et qui ont décidé le Conseil fédéral à intervenir et à reporter d'une année la date de cette manifestation. Nous avons renoncé à cette enquête pour diverses raisons, et en particulier parce que le rapport de la société Hayek Engineering ainsi que les conclusions du groupe interdépartemental nommé par le Conseil fédéral permettent de conclure à la viabilité du projet, et qu'ils fournissent les bases nécessaires pour prendre des décisions.

AB 1999 N 2398 / BO 1999 N 2398

Une autre raison d'aller de l'avant était bien sûr la pression du temps, car il en coûte de différer l'ouverture d'une manifestation de cette importance, et la prolongation de ce report compromettrait indiscutablement la réalisation du projet.

Cela dit, il conviendra le moment venu de reprendre la question et de mettre en évidence des causes, ainsi que d'éventuelles responsabilités. Votre commission a aussi admis que le report de l'exposition de 2001 à 2002, même s'il en coûte quelque 80 millions de francs, plus des risques de frais de résiliation ou d'adaptation de contrats, était moins dommageable que de renoncer à l'exposition nationale ou que de tenter de l'ouvrir à la date prévue initialement avec, là aussi, des coûts supplémentaires importants et des risques d'échec élevés. Le report d'une année n'a rien d'exceptionnel dans l'histoire de nos expositions nationales. Celle de Berne était prévue en 1913 et elle a eu lieu en 1914, celle de 1939 à Zurich aurait dû se dérouler en 1938 déjà. Ces reports d'une année ne sont pas restés longtemps dans les mémoires. Par contre, l'annulation maintenant de la décision prise par le Conseil fédéral et le Parlement en 1996 laisserait pour longtemps le goût amer de l'échec et aurait des traces durables et fâcheuses.

L'arrêté qui nous est proposé comporte certes une sérieuse augmentation de l'engagement financier de la Confédération, puisque le crédit initial de 130 millions de francs voté il y a trois ans est suivi maintenant d'un crédit additionnel presque doublé. Le fait qu'il y ait eu des crédits supplémentaires et même des dépassements de crédit lors des autres expositions nationales atténue certes le sentiment de surprise, mais il ne diminue en rien le sentiment de gêne. Faut-il rejeter d'emblée l'origine de ce crédit additionnel sur des erreurs qui seraient imputables à des responsables de l'exposition nationale? N'est-ce pas plutôt avoir sous-estimé dès l'origine la part que la Confédération devait prendre au financement d'une exposition voulue comme nationale?

Dans son corapport, la Délégation des finances a examiné de manière approfondie la demande de crédit, ainsi que les conditions fixées dans le projet d'arrêté. Elle s'en tient à un engagement de 250 millions de francs, mais, pour des raisons purement techniques, elle propose de répartir autrement cette somme dans la formulation de l'article 1er.

Notre commission approuve cette modification, comme elle reprend à l'article 3bis une proposition de la Délégation des finances qui renforce les moyens de contrôle de l'avancement du projet d'exposition et de l'évolution de la situation financière.

Par ailleurs, notre commission a été favorablement impressionnée, au cours des auditions, par les propos tenus aussi bien par le chef du Département de l'économie que par les membres du comité de direction, en particulier M. Franz Steinegger, et par la directrice ad interim du projet et le directeur artistique. Maintenant, un esprit nouveau souffle sur Expo.02 et l'espoir est permis. La Commission de la science, de l'éducation et de la culture a surtout pris en compte, et vous demande de prendre en compte, le fait que l'engagement supplémentaire est subordonné à des conditions sévères. Les 250 millions de francs ne seront engagés que si les responsables d'Expo.02 réunissent au total 380 millions de francs provenant des milieux économiques, des cantons et des communes. Cette condition-là est aussi, au-delà de l'argent et des prestations, la mise à l'épreuve de la détermination de réaliser l'exposition.

L'autre condition, celle des redimensionnements, des économies ou des engagements financiers supplémentaires par des tiers pour un montant de 290 millions de francs est, elle aussi, une exigence sévère. Cette exigence rend plus difficiles les négociations avec les sponsors, car il n'est pas aisé pour les responsables de l'organisation de prendre aussi à leur égard des engagements fermes, alors que le projet est en transformation. Cette exigence d'économie de 290 millions de francs ne peut pas non plus être accomplie n'importe comment, puisque l'esprit général d'Expo.02 ne doit pas être altéré.

Nous allons nous prononcer sur une somme importante, mais en vérité la décision positive du Parlement ne fera que reporter la décision définitive sur les responsables d'Expo.02 eux-mêmes. Ce sont eux qui, bientôt, dans quelques semaines, diront s'ils peuvent satisfaire aux conditions posées. Nous fixons les conditions de



la réponse, mais nous laissons le premier prononcé de cette réponse au comité de direction et la décision définitive, bien sûr, au Conseil fédéral. Refuser le crédit additionnel aujourd'hui reviendrait indiscutablement à condamner Expo.02, alors qu'elle est très vraisemblablement viable. Accepter le crédit, c'est attendre que la démonstration de la viabilité soit faite. Aujourd'hui, elle est encore supposée, et elle paraît probable avec des chances qui vont en augmentant sérieusement. Je pense entre autre à la collaboration qu'apporte Grant Leisure Group, un spécialiste de ces manifestations considérables.

Alors, dans l'intention d'augmenter les chances d'Expo.02 et dans celle de donner aux organisateurs un peu plus de temps pour remplir les conditions posées, notre commission propose de prolonger d'un mois le délai fixé par le Conseil fédéral et de le porter du 1er janvier, comme c'est prévu par le Gouvernement, au 1er février. Bien qu'elle ait renoncé à une proposition formelle, notre commission, qui tient à la réalisation d'Expo.02, est sensible aux coûts pour une famille d'une visite qui devrait s'effectuer sans doute en deux jours au moins. Elle prie donc le Conseil fédéral d'être attentif à cette question, car il serait malheureux que beaucoup de personnes doivent renoncer à la visite pour des raisons d'argent. Nous savons aussi que la direction d'Expo.02 est attentive à cette question.

Quant au renvoi au Conseil fédéral et aux autres propositions de renvoi qui sont faites, que ce soit au Conseil fédéral et à la commission, avec dans le cas particulier l'option d'interrompre le projet ou de le reporter aux années 2005–2006, il est évident qu'elles n'offrent pas d'alternative, puisque le renvoi de trois ans signifierait aussi l'interruption du projet.

Un tel report reviendrait à abandonner le projet actuel avec des pertes d'argent très lourdes et à repartir dans un nouveau projet dans des conditions plus mauvaises à tous égards. En effet, on n'imagine pas que l'on puisse tenir au chaud, comme au coin d'un fourneau, et laisser mijoter pendant des années un projet de l'envergure d'une exposition nationale, et au degré d'avancement qui est d'ores et déjà le sien!

Il existe des chances de réaliser l'exposition nationale conformément à la décision prise en 1996.

Par 19 voix contre 2, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture vous demande de confirmer cette volonté.

Elle vous demande ainsi d'attendre des personnes qui sont en charge de l'organisation qu'elles fassent la démonstration que cette exposition est réalisable et que le peuple suisse a rendez-vous avec lui-même en 2002, en Suisse romande et aux confins de deux régions de nos langues nationales.

Fehr Jacqueline (S, ZH), für die Kommission: Es ist nicht das erste Mal, dass wir in diesem Saal über die Expo sprechen. Einst hiess sie "Expo 2001", dann Expo.01 und heute Expo.02. Hinter diesen Namensänderungen steckt eine turbulente, letztlich auch spannende Geschichte. Diese vollständig aufzurollen, möchte ich Ihnen ersparen. Wir kennen sie alle. Wer die Details noch einmal nachschauen will, sei auf die Homepage der Expo verwiesen.

Kommen wir direkt zum Geschäft, über das wir heute zu beraten haben. Aufgrund verschiedener Ereignisse wurde im Laufe des Sommers klar, dass die Durchführung der Landesausstellung im Jahre 2001 stark gefährdet war. Der Bericht Hayek zeigte die wesentlichen Schwachpunkte auf und liess keinen Zweifel daran, dass rasch gehandelt werden musste. So kam es in der Folge zu massgeblichen personellen und strukturellen Korrekturen, sowohl auf der Ebene des Vereins als auch auf der Ebene des Bundes. Das Comité stratégique wurde durch ein neu zusammengestelltes Comité directeur in den wesentlichen Kompetenzen abgelöst; als Generaldirektorin ad interim wurde Nelly

AB 1999 N 2399 / BO 1999 N 2399

Wenger gewählt. Der Bundesrat seinerseits verabschiedete am 8. Oktober 1999 die jetzt vorliegende Botschaft über einen Zusatzkredit für die Landesausstellung. Darin beantragt er vom Parlament einen zusätzlichen Kredit von 250 Millionen Franken, verknüpft diesen aber mit – wie wir sagen – harten Bedingungen an die Expo. Der Kredit des Bundes soll nur freigegeben werden, wenn bis Ende Jahr ein verbindliches Zusatzengagement der Wirtschaft von 380 Millionen Franken vorliegt und die Expo gleichzeitig noch rund 300 Millionen Franken einspart.

Wo stehen wir heute? Die Generaldirektion hat seit Anfang Oktober ihre Arbeit auf die neue Situation ausgerichtet. Das Comité directeur hat seinerseits am 20. Oktober 1999 seine Arbeit aufgenommen. Nach Aussagen zweier Vertreter in der Kommission, nämlich von Herrn Steinegger und Herrn Gullotti, hat sich sehr rasch ein gutes, kritisches, aber erfolgsorientiertes Arbeitsklima eingestellt. Das Comité directeur hat der Generaldirektion der Expo den Auftrag gegeben, ein Budget für eine Landesausstellung in der Drei-Seen-Region auszuarbeiten, für das es keine weitere Einschränkung als ein Kostendach von 1,3 Milliarden Franken gibt. Nach einer weiteren Sitzung wurde dieses Kostendach um weitere 300 Millionen Franken auf eine Milliarde Franken



reduziert.

Die Generaldirektion hat diesen Auftrag angenommen und sucht mit einer Anzahl von neu gegründeten Task Forces nach Lösungen. Dabei werden zwei Wege parallel verfolgt. Der eine Weg verfolgt das Ziel, die Expo in der geplanten Form mit den vier Artepales voranzutreiben, der andere Weg verfolgt mögliche Alternativen zu dieser dezentralen Ausstellungsform.

Vor welcher Frage steht das Parlament heute? Das Parlament beschliesst heute, ob es die Übung Expo abbrechen oder ob es ihr noch einmal eine Chance geben will. Mit anderen Worten: Auch wenn wir heute zum Kredit von 250 Millionen Franken ja sagen, heisst das noch nicht, dass die Expo durchgeführt werden kann. Sagen wir hingegen nein, heisst das Abbruch. So weit die formale Frage.

Daneben gibt es aber auch politische Fragen wie: Was rechtfertigt in der heutigen Zeit eine Landesausstellung? Welche politischen Ziele werden damit verfolgt? Wo liegen die Chancen und die Risiken einer Landesausstellung? Was bringt der Schweiz mehr: ein Abbruch der Expo oder ein Entscheid, der die Chance für eine Durchführung intakt lässt oder gar stärkt? Ich möchte die Diskussion, wie sie in der Kommission geführt wurde, in groben Zügen wiedergeben.

Die Argumente derjenigen, welche der Expo eine Chance geben möchten, lassen sich wie folgt zusammenfassen: Die Expo könne einen Beitrag zum Zusammenhalt der Willensnation Schweiz leisten. Deshalb solle man auch weniger von einer Expo als vielmehr von einer Landesausstellung reden. In einer Zeit, in der unser Land durch Spannungen verschiedenster Art auf eine schwere Probe gestellt werde, könne eine Landesausstellung ein Ort der Begegnung und des Näherkommens sein. Schon jetzt in der Vorbereitung, aber auch in der Durchführung und der Nachbereitung könnten neue Allianzen entstehen und neue Brücken zwischen Wirtschaft, Kultur und Politik gebaut werden. Eine Landesausstellung könne ein Zeichen der Zuversicht sein und ein Zeichen für den Willen, vorwärts zu schauen. Eine Landesausstellung wird aber auch als Investition in den Standort Schweiz und insbesondere in den Standort Suisse romande gesehen. Nach einem Jahrzehnt, in dem subtil und leise Grenzen aufgebaut wurden – Grenzen zwischen den Generationen, zwischen den Landesteilen, zwischen den In- und Ausländerinnen bzw. In- und Ausländern –, könne eine Landesausstellung einen Beitrag leisten, diese Grenzen zu überwinden oder sogar abzubauen. Dem Jahrzehnt der Erbsenzähler und Rappenspalter, dem Jahrzehnt der widerspenstigen Auseinandersetzung mit der Vergangenheit solle ein Jahrzehnt des Aufbruchs, des Selbstbewusstseins und der Zuversicht folgen. Die Schweiz werde nach der Landesausstellung eine andere sein als heute.

Die Gegner der Expo bewerten die Chancen und Risiken anders. Für sie hätte die Schweiz wichtigere Aufgaben zu lösen, als Geld in eine Ausstellung zu investieren, von der kaum mehr etwas übrig bleibe. Die Bevölkerung, die zum Teil von der Rezession hart geprüft sei, habe kaum Verständnis für eine Expo, die den Bodenkontakt zu verlieren drohe. Zudem sei zu bezweifeln, dass dies der letzte Kredit sei, der für die Expo zu sprechen sei.

Nebst dieser Auseinandersetzung über die Chancen und die Ziele einer Landesausstellung hat sich die Kommission mit der Frage befasst, welche Lehren aus den Fehlern der Vergangenheit zu ziehen seien. Die Kommission kam nach der Anhörung von Frau Wenger und Herrn Heller von der Generaldirektion der Expo sowie der Herren Steinegger und Gullotti aus dem Comité directeur zum Schluss, dass die Zeit des militanten Optimismus überwunden und einer Zeit der Wachsamkeit und der Sorgfalt gewichen sei. Die Kommission hat darauf verzichtet, mittels einer Untersuchung oder einem ähnlichen Instrument den Details der Fehler nachzugehen, und zwar weil die Fehler, die gemacht wurden, offensichtlich sind und damit längst erkannt und soweit möglich korrigiert sind. Die Kontrolle durch die Eidgenössische Finanzkontrolle soll allerdings massiv verstärkt werden. Wir kommen in der Detailberatung darauf zurück.

Viel Vertrauen in der Kommission gewannen insbesondere Frau Wenger und Herr Heller mit ihrer Haltung gegenüber der Expo. Mit einer beeindruckenden Mischung aus viel ehrlichem Herzblut einerseits und gleichzeitig gesunder Distanz und persönlicher Unabhängigkeit vom Projekt andererseits gelingt es ihnen, die Expo wild und lebendig zu halten und trotzdem nüchtern und seriös zu rechnen.

Trotz der grossen Zuversicht und dem spürbaren Willen zum Erfolg gibt es im Projekt nach wie vor offene Fragen. So nahm die Diskussion um die Frage der Eintrittspreise und damit um die Frage der Preisgestaltung in der Kommission viel Raum ein. Viele Kommissionsmitglieder sind sehr skeptisch, ob mit der jetzigen Preis- und Angebotsgestaltung tatsächlich 5,5 Millionen Besucherinnen und Besucher und die errechneten 10 Millionen Eintritte während der sechs Monate erwartet werden dürfen. Insbesondere für Familien scheinen die Auslagen nach wie vor sehr hoch. Der Bericht Hayek kommt zum Schluss, dass ein dreitägiger Besuch der Expo mit Übernachtungen für eine vierköpfige Familie aus der Schweiz auf rund 1400 bis 2000 Franken zu stehen käme. Dies wird allgemein als zu teuer eingeschätzt. Die Expo-Leitung hat sich nun zum Ziel gesetzt, die durchschnittlichen Gesamtkosten für eine vierköpfige Familie auf unter 1000 Franken zu reduzieren. Die



Kommission begrüsst diese Absicht sehr, findet aber, dass auch diese Preisgrenze noch sehr hoch sei. Vor allem bei der Übernachtung und der Verpflegung müssen deshalb nach Ansicht der Kommission auch sehr günstige Angebote zur Verfügung gestellt werden. Die Exponentinnen und Exponenten haben diesen Wunsch entgegengenommen.

Als weiterer Schwachpunkt wurde die Kommunikation geortet. Auch wenn klar ist, dass eine Landesausstellung in der Regel erst dann begeistert, wenn sie ihre Tore öffnet, ist die Mehrheit der Kommission der Meinung, dass dieser Bereich verstärkt werden sollte. Wenn Vorfriede die schönste Freude ist, dann lohnt sich hier ein zusätzlicher Effort.

Fassen wir noch einmal zusammen: Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass eine Landesausstellung für die Schweiz eine Chance ist. Eine Landesausstellung kann den Zusammenhalt der Schweiz fördern, Grenzen überwinden und neue Allianzen schaffen. Die Landesausstellung ist auch eine wirtschaftliche Chance für die Region und damit ein Bekenntnis zum Standort Suisse romande. Schwachpunkte sieht die Kommission in der Frage der Preisgestaltung und in der Frage der Kommunikation. Die strukturellen und finanziellen Schwächen sind nach Ansicht der Kommission erkannt und so weit wie möglich behoben. Die Verantwortlichen sind wachsam und gleichzeitig erfolgsorientiert. Klar wurde auch, dass sich eine Landesausstellung nicht als Outsourcing-Objekt eignet. Die Kommission ist deshalb bereit, das Engagement des Bundes zu verstärken. Die WBK beantragt dem Rat einstimmig, auf die Vorlage einzutreten.

AB 1999 N 2400 / BO 1999 N 2400

Teuscher Franziska (G, BE): 250 Millionen Franken zusätzliche öffentliche Steuergelder sollen wir also dem gestrauchelten Projekt Expo.01 – oder Expo.02, wie es mittlerweile heisst – in den Rachen stecken. Wir sparen an allen Ecken und Enden, müssen überall Haushaltziele einhalten; nur bei der Expo sollen wir jetzt mit der grossen Kelle anrichten.

Es sind nur drei Jahre her, da wurde dem Parlament ein internes Budget der Expo im Umfang von 516 Millionen Franken präsentiert. Mittlerweile hat dieses interne Budget die Schwindel erregende Höhe von 972 Millionen Franken erreicht, wie Sie in der Botschaft nachlesen konnten, und niemand kann uns garantieren, dass es nicht in den nächsten drei Jahren wieder ein paar hundert Millionen mehr sein werden. Das Comité stratégique beherrschte nicht vieles, aber eines um so perfekter: Trotz der desolaten Realität stellte es unerschütterlichen Optimismus zur Schau, nach dem Motto: "Nur genügend Herzblut und positives Denken investieren, dann kann ja nichts schief gehen." Damit wurde das Comité stratégique zum "Comité tragédique". Es ist jetzt an uns, diese Tragödie zu beenden.

Da war einmal ein zwar etwas nebulöses, aber doch immerhin einigermaßen spannendes Expo-Projekt; eine unkonventionelle, nicht kommerzielle, fantasievolle Landesausstellung sollte Denkanstösse für die Schweiz im dritten Jahrtausend geben. Brücken sollten geschlagen werden zwischen Menschen verschiedenster Herkunft und Sprachzugehörigkeit. Die unkonventionelle Pipilotti Rist verkörperte jene Idee. Zwar war ich angesichts des nebulösen Projektes schon 1996 äusserst skeptisch gegenüber der Vorgehensweise der Expo-Verantwortlichen. Inzwischen mag ich vom Brückenschlagen bei dieser Expo nichts mehr hören.

Denn was ist nach dem Scheitern des ursprünglichen Expo-Projektes eigentlich noch übrig geblieben? Eine wirtschaftserfahrene und militärerprobte Altherrenschaft um den verdienten Lawinenkrisenmanager Steingger versucht zu retten, was noch zu retten ist. Allerdings weiss auch sie nicht so genau, was der Inhalt der Expo sein soll. Heute will man offensichtlich nicht mehr und nicht weniger, als Firmen eine Werbepattform zur Verfügung zu stellen; von Identitätsstiftung kann da keine Rede sein. Die einzige Diskussion, die heute in der Öffentlichkeit geführt wird, ist die Frage des Geldes – was ja eine typisch schweizerische Diskussion ist.

In letzter Zeit habe ich nur ein einziges Argument zugunsten der Expo gehört: Es sei ein Armutszeugnis, wenn die Schweiz nicht mehr in der Lage sein sollte, eine Expo zu realisieren. Um diesen Gesichtsverlust zu verhindern, sollen wir jetzt also zu den bereits bewilligten 130 Bundesmillionen weitere 250 Millionen Franken an Steuergeldern investieren. A propos Armutszeugnis: Meines Erachtens ist es ein viel gravierenderes Armutszeugnis für unser Land, dass wir ohne Mutterschaftsversicherung ins dritte Jahrtausend eintreten werden. Hier könnten Bundesgelder viel sinnvoller eingesetzt werden als dafür, den Expo-Gesichtsverlust zu verhindern.

Was würden wir denn als Gegenwert für die 250 Millionen Franken erhalten, falls die Expo auch den Geldsegen der Wirtschaft findet? Wir würden im Jahre 2002 auf den noch zwei oder drei übrig gebliebenen Arteplages eine staatlich subventionierte Leistungsschau der schweizerischen Wirtschaft erleben, an der auch noch das VBS seine Daseinsberechtigung demonstrieren könnte. Das Ganze wäre garniert mit einem Feigenblatt aus einigen Kulturprojekten. Vielleicht könnten wir an dieser Expo mit einem Swisscom-Handy aus einem Coop-Restaurant



einen Flug in einem Armeehubschrauber zu einem Swissair-Flugsimulator buchen. Und vermutlich würden uns Nestlé und Novartis überzeugend darstellen, dass Gen-Food zum Lifestyle gehört. Sicher dürfen auch noch einige schweizerische Hochleistungskühe auf dem Expo-Gelände grasen. Für insgesamt 380 Bundesmillionen und weitere rund 80 Millionen Franken aus den öffentlichen Kassen von Kantonen und Gemeinden können wir etwas erleben: eine gigantische Mutation aus Mustermesse, Olma, BEA, angereichert mit etwas Disneyland, Experimentalkino und Phänomene, alles zusammen so richtig nach dem Motto "Freude herrscht".

Ich weiss: Es tönt rechthaberisch und ist äusserst unbeliebt, aber ich möchte es am Schluss nicht unterlassen, darauf hinzuweisen, dass die grüne Fraktion bereits vor drei Jahren feststellte, dass dieses Expo-Konzept keinen Stand hat. Heute wie damals besteht weder ein brauchbares Konzept noch eine gesicherte finanzielle Basis für diese Veranstaltung.

Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag auf Nichteintreten zuzustimmen, denn der Bund darf keinen Heller mehr für diese Expo ausgeben.

Föhn Peter (V, SZ): Die "Expo 200X" ist heute im Begriff, ein weiteres Kapitel zu schreiben. Trotz stetig kritischer Hinterfragung stand ich voll hinter der Expo.01. Meine Vorsicht hatte ich schon des Öftern mit dem negativen Ausgang der "CH 91", insbesondere des Mythenspiels, begründet.

Im Vergleich zu damals stehen wir heute vor einem viel grösseren – bis anhin überhaupt nicht organisierten und kontrollierten – Scherbenhaufen und Chaos. Ich persönlich bin jedenfalls masslos enttäuscht. Ich habe das Vertrauen in die Expo und deren Macher vollends verloren. Ich hatte mehrmals ein detailliertes Budget und Angaben betreffend die bis anhin getätigten Ausgaben angefordert, aber nichts bekommen. Frau Fendt versprach es jeweils und gab dabei die gleiche Antwort, mit der ich 1996 in der Kommission und hier im Rat abgefertigt worden war, nämlich dass vonseiten des Bundes absolut keine weiteren Zahlungen gefordert werden und gefordert werden können, da die volle Verantwortlichkeit beim Verein Expo 2001 liege.

Vor knapp einem Monat wurden in der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur ähnliche Fragen gestellt, mit der Aufforderung, weitere Fakten und Daten seien auf den Tisch zu legen. Und siehe da: Ich jedenfalls finde nichts vor. Ich frage mich allen Ernstes: Geht es hier wirklich um eine vom Bund, d. h. mit Steuergeldern mitfinanzierte Ausstellung, oder spielen wir hier Blindekuh? Ich frage einmal mehr: Wo sind die bis anhin ausgegebenen 180 bis 200 Millionen Franken versickert?

Viel zu viele weitere Fragen sind noch nicht geklärt. Die Öffentlichkeit – sprich: der Steuerzahler – hat ein Recht darauf zu wissen, was mit seinen Steuergeldern geschieht, und will aufgeklärt werden. Das ist dem Steuerzahler mindestens so wichtig wie eine intellektuell-utopische Schau und Veranstaltung.

Folgende Unklarheiten stehen im Raum: Wie weit sind die Verträge mit der Wirtschaft? Wie viele Millionen Franken sind vertraglich gebunden oder in Aussicht gestellt? Werden die Standortkantone und -gemeinden mit Zusatzkrediten belangt? Wenn ja: mit wie vielen? Wer übernimmt allenfalls weitere Defizite? Könnte der Bund nochmals zum Handkuss kommen, oder ist ab heute wirklich der Verein Expo 2002 vollends zuständig? Weshalb ist man nicht auf die Negativaussagen von Pipilotti Rist eingegangen? Hatte sie Recht, oder befürchtete man gar, kriminelles Handeln aufdecken zu müssen? Wie und wo werden die definitiv noch notwendigen Einsparungen vorgenommen?

Die letzte Frage: Ist die heutige Leitung vollends davon überzeugt, die Kosten nun im Griff zu haben und trotzdem eine im Preis-Leistungs-Verhältnis vernünftige Ausstellung realisieren zu können?

Ich persönlich fordere keinen Abbruch, denn der Bund hat einen Auftrag erteilt und mit sehr viel Geld bezahlt. Es liegt nun am Verein, daraus das Beste bzw. das heute noch Bestmögliche zu machen. Ein eventueller Abbruch wäre auch einzig und allein Sache dieses Vereins. Jedenfalls bin ich nicht bereit, heute nochmals so viel Geld – 250 Millionen Franken sind sehr viel Geld – springen zu lassen, bevor nicht alles restlos geklärt ist. Es steht nicht nur die Expo auf dem Spiel; noch in höherem Masse geht es um die Glaubwürdigkeit der Politik. Ein grosser Unsicherheitsfaktor sind meiner Meinung nach die budgetierten Eintritte, welche von 180 Millionen Franken auf 325 Millionen Franken aufgestockt wurden – eventuell nur, um das schon desolante Budget zu korrigieren.

So beantragt die Minderheit Rückweisung der Vorlage an den

AB 1999 N 2401 / BO 1999 N 2401

Bundesrat mit den Optionen Abbruch oder Verschiebung der Ausstellung. Eine weitere Option könnte auch sein: Wenn alle Punkte restlos geklärt aufliegen, kann eventuell eine definitive Vorlage in der Frühjahrssession 2000 neu vorgelegt werden.

Würden Sie heute dem Zusatzkredit von 250 Millionen Franken zustimmen, dann wäre das ein weiterer finanzpolitischer Sündenfall – nicht zu sprechen von der politischen Glaubwürdigkeit bzw. Unglaubwürdigkeit.





Frau Fehr, mit Rückweisung sagen wir nicht nein zur Expo.02. Ich sage es noch einmal: Der Abbruch ist einzig und allein Sache der Verantwortlichen der Expo.02. Diese hatten vom Bundesrat einen klaren Auftrag mit entsprechender Zurverfügungstellung eines erheblichen Bundesbeitrages – d. h. Zahltag. Bei meinen Wahlveranstaltungen war nebst der Finanzpolitik gerade die Glaubwürdigkeit der Politik ein Hauptthema. Wie war dies bei Ihnen?

Deshalb beantragt die Minderheit, mit der Unterstützung der SVP-Fraktion, Rückweisung an den Bundesrat. Es kann nur besser kommen.

Widmer Hans (S, LU): Darf ich Sie fragen, Herr Föhn – Sie kommen ja sehr gut draus bei den Zahlen und haben auch sehr viele Zahlen erwähnt -: Wie viel würde Ihrer Meinung nach eine Verschiebung in das Jahr 2005 oder 2006 etwa kosten?

Föhn Peter (V, SZ): Weil ich keine Zahlen vorliegen habe, Herr Widmer, habe ich recht wenige Zahlen genannt. Ich habe gesagt, die Zahlen lägen nicht vor. Die Kosten für eine Verschiebung wurden ganz klar aufgelistet. Herr Hayek hat in seinem Bericht 200 bis 300 Millionen Franken angegeben. Das hätten Sie auch nachlesen können.

Hess Bernhard (-, BE): Die Expo.01 wurde inzwischen zur Expo.02 "umgemodelt". Misswirtschaft, wahrscheinlich zum Teil auch blinder Enthusiasmus der Ausstellungsmacher und -macherinnen und schliesslich schlicht Unvermögen haben zur Verschiebung geführt. Obwohl mir bewusst ist, dass solche Grossprojekte immer wieder konzeptionellen Änderungen unterworfen sind und dass laufend Anpassungen an veränderte Situationen nötig sind, habe ich immer mehr den Eindruck, dass bei diesem Projekt noch heute die hinten nicht wissen, was vorne ist, und die in der Mitte nicht, was rechts oder links ist.

Man versucht nun, der Expo.02 mit teilweise neuen Leuten die entscheidenden Impulse zu geben, damit die Landesausstellung doch noch stattfinden kann. Jetzt soll das Parlament im Dringlichkeitsverfahren zusätzliche Steuergeldunterstützung gewähren, und zwar nicht einige wenige Millionen, sondern eine Viertelmilliarde Steuerfranken. Schon als das Projekt Landesausstellung im Jahre 1996 im Nationalrat diskutiert wurde, gab es einige kritische Stimmen. Diese wurden aber unter den Tisch gewischt. Dann wurden Utopisten und Utopistinnen in die Expoleitung berufen; als dieses Experiment scheiterte, sollten grosse Macher die Übung retten. 250 Millionen Franken sollen gesprochen werden, ein Teil davon in Darlehensform. Nun, da muss ich schon leicht lächeln: Man mag den Darlehensteil zwar Darlehen nennen, in Tat und Wahrheit ist das doch ein A-fonds-perdu-Betrag – mit Betonung auf perdu. Dieses sogenannte Darlehen ist für den Bund und für uns Steuerzahler doch schon heute verloren. Oder glauben Sie an den reichen Goldesel? Das Geld reicht ja heute schon nicht; laufend muss abgespeckt und umgeplant werden. Da finde ich es einfach unehrlich, einen Teil dieses Zusatzkredites als Darlehen zu bezeichnen. Geschenke soll man als das betiteln, was sie wirklich sind. Doch warum hat das der Bundesrat nicht getan?

Aufbruchstimmung soll die Expo.02 bewirken. Aber um in Aufbruchstimmung zu kommen, braucht es auch die Bereitschaft der Bevölkerung, mitzumachen und das Ganze mit Freude zu unterstützen. Aber unsere Bevölkerung hatte bisher gar keine Möglichkeit, mitzumachen, geschweige denn in irgendeiner Form Unterstützung zu geben. Es wurde alles von oben herab diktiert, und zu vieles wurde bis heute als eine Art geheime Kommandosache zurückgehalten. Da darf man sich nicht wundern, wenn in der Bevölkerung überhaupt keine Begeisterung für diese Landesausstellung zu spüren ist.

Es ist auch klar, dass man sich im Volk über die Abkassierer und Abkassiererinnen mokiert, welche nach ihren Abgängen noch Tausende und Hunderttausende von Franken Lohn nachbeziehen dürfen, während für die Ausstellung das Geld an allen Ecken und Enden fehlt.

Ich staune über Umfragen, die aufzeigen sollen, dass sehr viele Leute diese Expo besuchen wollen. Solche Umfragen führen dann dazu, dass die Einnahmenseite viel zu optimistisch kalkuliert wird. Es ist heute für jeden ein Leichtes zu sagen: Ja, ich besuche die Landesausstellung. Ob das in zwei Jahren dann wirklich geschehen wird, steht auf einem anderen Blatt. Selbst nach der bisher vorgenommenen Abspeckungsaktion zweifle ich daran, dass das allzu optimistisch kalkulierte Budget eingehalten werden kann. Wer bezahlt dann die Rechnung, wenn die Schulden noch höher ausfallen, als man heute gemeinhin annimmt? Wir Steuerzahlerinnen und Steuerzahler haben das doch dann zu bezahlen.

Unser Parlament ist unglaublich, wenn es einfach unter dem Druck der Situation diesem Finanzbegehren nachgibt. Deshalb beantrage ich Ihnen Rückweisung an den Bundesrat, mit dem Auftrag, das Projekt Landesausstellung Expo.02 finanzverträglich auf die Hälfte des ursprünglichen Kredites abzuspecken.

Maspoli Flavio (-, TI): Der Wiener Kabarettist und Liedermacher Georg Kreisler hat in einem seiner "Seltsamen



Liebeslieder" einen Satz geschrieben, der wie kein anderer, so glaube ich, zum heutigen Geschäft passt. Er sagt: "Wenn eine Liebe 'pft' ist, dann ist sie wirklich 'pft'." Ich habe das Gefühl, die Liebe zur Expo.2001 oder 2007 oder auch 2035 oder 3012, so, wie sie uns heute präsentiert und vorgestellt wird, ist endgültig "pft". Und zwar ist sie es in der Bevölkerung, in den Herzen der Schweizerinnen und Schweizer. Wir haben als grosse Hoffnungsträgerin Frau Pipilotti Rist gefeiert. Sie hat sich dann selbst gefeuert; sie hat irgendjemandem das Zepter übergeben, und diese Person ist dann auch gegangen oder gegangen worden.

Ich muss festhalten: In einem einzigen Projekt so viele Leute, die gegangen oder gegangen worden sind, das gab es – so glaube ich – in der Geschichte der Schweiz seit zwölftausendundeinundneunzig noch nie. Und wenn ein Projekt gescheitert ist, muss man den Mut haben zu sagen: Es ist gescheitert. Wir wollen ja niemanden ans Kreuz nageln, und es müssen auch keine Sündenböcke herhalten, um das zu rechtfertigen.

Ich bin sicher kein Mann der Zahlen, Herr Föhn – Zahlen haben mir nie sehr viel bedeutet –, ich bin eher ein Mann der Worte. Aber so viele Worte, wie hier gesprochen wurden, sind selbst mir zu viel. Eine Zahl möchte ich trotzdem nennen: die Reduktion der so viel gepriesenen Arteplages von 5 auf 2. Wer weiss, vielleicht wird es in den nächsten Jahren nur noch eine Arteplage sein; wer weiss, vielleicht wird dieses Projekt dann ganz abgeschrieben! Auf den See hat man bereits verzichtet; man hat mittlerweile feststellen müssen, dass auf dem See zu bauen eben doch etwas schwieriger ist, als auf festem Grund und Boden zu bauen, und Pfahlbauer gibt es in der Schweiz halt auch keine mehr. So hat man das einfach – gelinde gesagt – abgeschrieben und auf spätere, bessere Zeiten vertagt.

Mein Antrag bedeutet nicht, nichts zu machen. Aber wir dürfen nicht vergessen: 1990 hat ein Bundesrat in Bellinzona einmal gesagt, die Expo, die nächste Landesausstellung der Schweiz, werde im Tessin stattfinden. Gut, das ist lange her; unterdessen ist der Bundesrat nicht mehr da, es hat ein anderer Bundesrat – der ist zwar auch nicht mehr da – dann gemeint, es wäre besser, einen "anderen See" zu wählen.

Wir müssen jetzt realistisch denken und eine andere Lösung anstreben. Meine Idee – ich entschuldige mich, ich war nicht in der Kommission und habe die Idee deshalb dort nicht vortragen können – ist mir auch erst gestern gekommen: Wie wäre es, eine Expo zu machen, die den vier Landesteilen

AB 1999 N 2402 / BO 1999 N 2402

der Schweiz gerecht wird, und zwar eine dezentralisierte Landesausstellung? Das würde eventuell den helvetischen Geist stärken können, und das würde auch die Bevölkerung stärker in dieses Projekt einbinden. So würde man der Expo 2002 – oder 2005 oder 2006 – eine reelle Chance geben.

Ich bitte Sie: Unterstützen Sie meinen Antrag auf Rückweisung an die Kommission.

Jutzet Erwin (S, FR): "La Suisse n'existe pas." Quel titre provocateur! Vous vous souvenez: Séville, l'exposition mondiale. Vague de protestations: "Quels traîtres, ce n'est pas possible, il faut leur couper les subventions!" C'est ce qu'on entendait.

Ma première réaction était de la perplexité. Comment peut-on faire une telle affirmation? Tout le monde sait que la Suisse existe. On n'a rien à prouver. Pourquoi alors ces cris furieux, cet énervement? Est-ce que, peut-être, au fond de nous, il y a des doutes que cette Suisse existe, cette Suisse, nation de volonté, multiculturelle, forte et unie, consciente de ses valeurs?

Quand j'entends ces propositions de renvoi, ces propos émanant d'un esprit d'épicier, je m'inquiète et je me pose des questions. Cette Suisse a-t-elle encore sa raison d'être? Ceux qui approuvent les dépenses militaires, qui affichent le patriotisme à chaque occasion et la défense contre tous et tout ce qui vient de l'étranger, qui n'est pas suisse, ont-ils peur de faire une exposition nationale? Peut-être sentent-ils que la cohésion nationale est en danger, qu'on ne respecte plus les minorités, que la solidarité, et notamment la solidarité confédérale, n'existe plus. Ils ont peur que nous n'ayons plus d'identité suisse.

Je pense que l'exposition nationale est une chance énorme pour la Suisse, pour réfléchir, pour repenser et reconstruire cette Suisse où il y a de la place pour des rêves, pour des utopies. Ce qui manque, c'est la confiance, l'optimisme et peut-être l'enthousiasme. Nous avons tant de penseurs, de réalisateurs, d'artistes et de génies en cette Suisse, et si la culture, la politique et l'économie s'associent, nous aurons une exposition fantastique et une Suisse qui croit en son avenir et qui ose s'exposer.

Blocher Christoph (V, ZH): In der Botschaft von 1996 zum Kredit von 130 Millionen Franken steht der Satz: "Der Bundesrat erachtet mit Rücksicht auf die kritische Finanzlage des Bundes eine finanzielle Kostenbeteiligung von insgesamt 130 Millionen Franken (anstelle der geforderten 170 Millionen), wovon 20 Millionen (anstelle der 40 Millionen) in Form einer Defizitgarantie, als vertretbar." Auf die grossen Bedenken, das Konzept sei nicht gegeben und das gebe ein Fass ohne Boden, war die Antwort des Bundesrates eindeutig. Er sagte:



Es ist ein privater Verein, der das durchführt; wir haben damit nichts mehr zu tun, und die 130 Millionen Franken werden reichen. Im Parlament – ich lasse jetzt die Äusserungen von Herrn Bundesrat Delamuraz in den Kommissionssitzungen weg, der damals immer wieder sagte: Ihr müsst keine Angst haben, die 130 Millionen Franken reichen – sagte der Bundesrat am 5. Dezember 1996: "Je clorai mon exposé en donnant à M. Föhn toutes les garanties quant au fait que le budget sera respecté, et la contribution de la Confédération, qui vous est demandée aujourd'hui, doit s'entendre augmentation comprise. Il n'y aura pas d'ajout au budget que nous vous présentons maintenant." Das ist die wörtliche Fassung.

Auf Deutsch verstehe ich das so: Ich schliesse mein Exposé, indem ich alle Garantien gebe, dass das Budget und der Bundesbeitrag, um den wir Sie heute bitten, inklusive Defizitgarantie respektiert werden müssen. Es wird keine Aufstockungen zum jetzt vorgelegten Budget geben.

Jetzt haben wir dieses Debakel. Wenn ein Verein die Garantie gibt, das durchzuführen, ist das mit diesem Geld zu erfüllen, und weiteres gibt es keines mehr. Es geht auch nicht darum, dass man einfach Leute, die versagt haben, entlässt, und dies erst noch mit einem goldenen Fallschirm. Wo so viel Geld in den Sand gesetzt wird, gibt es Verantwortlichkeiten. Hier gibt es scheinbar keine.

Das neue Konzept: Am 19. Oktober 1999 erklärte Frau Karin Hilzinger als Sprecherin der Expo.02 am Fernsehen auf die Frage, was eine Familie erwarten könne, die die Expo.02 besuchen wolle: "Als Erstes gibt es dort Ausstellungen, und es gibt auch Sachen, die keine Ausstellungen sind. Es gibt solche, bei denen man denken muss, um mitzukriegen, worum es geht, andere, wo man sich mehr mitnehmen lassen kann, in etwas eintauchen. Die Ausstellung ist nicht ganz einfach. Es gibt schon ganz verschiedene Formen. Es ist nicht einfach die Ausstellung, in die man da hineingeht und dort herauskommt, und das hat man in der Mitte gelernt. Die Leute kommen auch selten wegen eines Teils, sie kommen wegen des Ganzen. Die ganze Landschaft interessiert sie, der See interessiert sie, vielleicht die nächste halbe Stunde mehr als die tolle Ausstellung über Kommunikation, die es z. B. dort auch hat."

Ich bin mir als Unternehmer gewohnt, immer zu unterst bei den Verantwortlichen nach dem Konzept zu fragen. Hinter der zitierten Aussage steckt kein brauchbares Konzept; da dürfen Sie 250 Millionen Franken gutes Geld der Bundeskasse nicht dem schlechten Geld nachwerfen. Ich bin der Meinung: Wir haben der Expo.02 130 Millionen Franken gegeben, damit sollen sich die Verantwortlichen arrangieren. Wenn es keine Ausstellung gibt, sind die Verantwortlichkeiten abzuklären.

In allen Fällen, in denen aus der Bundeskasse Geld verschleudert worden ist – das habe ich in Bern gesehen –, ist nie einer zur Rechenschaft gezogen worden. Bitte tun Sie es wenigstens hier, und bewilligen Sie diese 250 Millionen Franken nicht.

Die SVP-Fraktion stimmt dem Rückweisungsantrag Föhn zu. Ich werde bereits beim Eintreten dem Nichteintretensantrag zustimmen.

Randegger Johannes (R, BS): Was machten wir – Bundesrat und Parlament – vor rund drei Jahren falsch, als wir für die Durchführung der Expo.01 einen Kredit von 130 Millionen Franken beschlossen? Haben wir überhaupt etwas falsch gemacht? Sind wir von Illusionen ausgegangen? Wie ist es gekommen, dass sich das Gesamtbudget nicht mehr in der Grössenordnung von 730 Millionen Franken bewegt, sondern gemäss Hayek-Studie auf eine Höhe von 1,6 Milliarden Franken emporgeschneit ist?

Warum hat die Wirtschaft so zögerlich gehandelt? Wie kommt es, dass über Monate mit höchster Präzision Wolken herumgeschoben, Nebelgranaten gezündet wurden und viel Wasserdampf abgelassen wurde, um all das zu verbergen, was als die bittere Wahrheit bezeichnet werden muss? Wo sind die für all die zahlreichen kleinen und grossen Fehlleistungen wirklich Verantwortlichen?

Ich habe diese Frage nicht aufgeworfen, um sie nun Punkt für Punkt zu beantworten. Ich habe auch keine Steine mit ans Rednerpult genommen, um sie gezielt auf all jene zu werfen, die nicht ohne Fehl und Tadel an diesem Grossprojekt gearbeitet haben. Es ist weder der richtige Zeitpunkt noch der geeignete Ort, um abzurechnen. Braucht es eine solche Abrechnung überhaupt noch?

Ich stelle die Frage nicht etwa, weil ich der Auffassung bin, wir sollten grosszügig über all die Fehlleistungen hinwegsehen und zur Tagesordnung übergehen. Im Gegenteil: Zusammen mit der FDP-Fraktion vertrete ich die Überzeugung, dass Lehren gezogen und Korrekturen angebracht werden müssen. Aber wir dürfen doch feststellen, dass sich seit der Publikation des Hayek-Berichtes einiges zum Besseren gewendet hat. Dies allerdings nicht einfach so, wie von unsichtbarer Hand geführt.

Der Bundesrat, von allen Seiten an seine Verantwortung erinnert, hat die Zügel an die Hand genommen und mit seinem Entscheid vom 4. Oktober 1999 den Kompass neu ausgerichtet, das Ziel neu definiert.

Es ist noch mehr passiert: Eine neue Crew auf Stufe Verwaltungsrat wurde in kürzester Zeit zusammengestellt und hat ihre Arbeit mit grossem Elan, mit unbeirrbarem Blick für das Machbare und mit einem guten Mix aus



Optimismus und Realismus an die Hand genommen. Dabei ist dieser Crew

AB 1999 N 2403 / BO 1999 N 2403

mit unserem Kollegen Franz Steinegger an der Spitze etwas Entscheidendes gelungen: Das Comité directeur hat Vertrauen geschaffen und auch gefunden, sowohl bei den Expo-Mitarbeitern als auch bei der Wirtschaft und in weiten Teilen der Bevölkerung.

Es ist doch unverkennbar, dass die Negativschlagzeilen seit rund zwei Monaten aus den Medien verschwunden sind. Nicht nur das: Sie wurden durch positive Meldungen abgelöst, sei es von Einzelunternehmen, welche die Bereitschaft zum finanziellen Engagement verlauten lassen, oder des Gewerbeverbandes, der seine Mitglieder zu einem KMU-adäquaten Sponsoring ermuntert, aber auch durch Meldungen von Kantonen, die zusätzliche Mittel fliessen lassen.

Man kann es wenden, wie man will: Der Meinungsumschwung ist unverkennbar, und heute sind wir dran. Heute müssen wir – unsere Fraktion will das klar tun – Farbe bekennen. Es geht dabei nicht um ein bisschen mehr oder um ein bisschen weniger Expo.02. Der Bundesrat hat mit seinem Entscheid und mit seiner Botschaft klare Wegmarken gesetzt. Er hat zum Ausdruck gebracht, dass er eine Landesausstellung im Jahre 2002 haben möchte, allerdings nicht um jeden Preis. Die im Rahmen des Zusatzkredites vom Parlament gesprochenen Mittel – wenn wir sie bewilligen – gelangen nur dann zur Auszahlung, wenn sechs strenge Bedingungen erfüllt sind. Ich verzichte darauf, diese Bedingungen einzeln aufzuzählen, und beschränke mich auf eine Zusammenfassung: Die zusätzlichen 250 Millionen Franken werden nur dann zur Verfügung stehen, wenn sich die Wirtschaft im Umfang von 380 Millionen Franken beteiligt und der Verein "Expo 2002" für den Budgetausgleich die noch fehlenden 290 Millionen Franken beizusteuern in der Lage ist. Es geht heute – das wollen wir uns klar vor Augen halten – um die Gretchenfrage, ob wir eine Expo.02 haben wollen oder nicht.

Die FDP-Fraktion will diesem Vorhaben zum Durchbruch verhelfen. Sie ist bereit, dem Zusatzkredit von 250 Millionen Franken in der beantragten Zusammensetzung zuzustimmen. Sie steht auch zu den vom Bundesrat formulierten strengen Bedingungen, weil sie davon überzeugt ist, dass das Unternehmen Expo.02 nur gelingen kann, wenn klare Leitplanken bestehen und diese auch respektiert werden.

Unser Ja ist nicht nur ein Ja zum Zusatzkredit. Es ist grundsätzlich ein Bekenntnis zur Landesausstellung; denn in diesem Ereignis sehen wir eine grosse Chance und eine wichtige nationale Willensäusserung. Die Expo.02 ist eine Chance, zunächst uns selber zu beweisen, dass wir als Nation noch in der Lage sind, etwas Anspruchsvolles, Aussergewöhnliches, Besonderes auf die Beine zu stellen. Sie ist eine Chance, Strukturen, Regionen, Sprachen, Mentalitäten und Visionen zu vereinen, zu bündeln und zu einem Ganzen zu formen. Diese sind für unser Land Realitäten – Realitäten, die wir nicht selten als divergierende Tendenzen und Kräfte erleben. Gerade weil die Expo sich an der Sprach- und Kulturgrenze zwischen Deutsch- und Westschweiz entfalten soll, könnte sie die Funktion einer wichtigen und sicher auch erwünschten Brücke von grosser Tragweite erfüllen. Vergessen wir nicht, dass die Schweiz eine Willensnation ist. Der Wille – quer durch verschiedenste Regionen, über die Sprachgrenzen hinweg – ist es, der uns letztlich zusammenhält. Diesen Willen gab es immer wieder, und er hat uns zu unserer Identität verholfen. Den Willen zur Identität haben wir doch auch heute noch!

Weiter ist die Expo eine Chance, auch den Jungen gegenüber etwas Aufbruchstimmung und Hoffnung zu vermitteln, an die Zeit der Expo 64 zu erinnern. Unser Land hat doch noch Perspektiven! Was war denn die Stärke unseres Landes, was hat uns in der Vergangenheit Wohlstand und auch weltweite Anerkennung gebracht? Wir haben etwas gewagt, unsere kreativen Kräfte mobilisiert. Nach dem Morgen haben wir gefragt, nicht mit dem Gestern gehadert. Wir haben etwas gestaltet, wollten etwas erreichen, haben auch vieles erreicht. Was hält uns nun davon ab, mit einer Expo.02 erneut ein solches Markenzeichen zu setzen? Wir haben doch den Mut zum Risiko nicht verloren! Die Expo ist ein Risiko; sie wird es bleiben. Dies zeigen auch neueste Erhebungen über den finanziellen Rahmen, mit dem eine Landesausstellung auskommen muss. Aber auch mit einer Milliarde Franken lässt sich bestimmt eine stattliche und auch eindruckliche Ausstellung realisieren.

In diesem Sinne ist die FDP-Fraktion für Eintreten und befürwortet einen Zusatzkredit im dargelegten Rahmen. Sie lehnt die Rückweisungsanträge und den Nichteintretensantrag ab. Diese sind nichts anderes als Entsorgungsaufträge an den Bundesrat. Ich meine, es wäre ehrlicher, klar gegen die Expo Stellung zu beziehen, als sich hinter Rückweisungsanträgen zu verschanzen.

Waber Christian (E, BE): Was ist überhaupt der Sinn der Expo? Ziel der Expo könnte sein, dass sie ein Ort der Besinnung wird. Unsere Nation, unser Volk, könnte sich an verschiedenen schönen Orten treffen und in Dankbarkeit in die Vergangenheit zurückschauen, aber auch auf die Gegenwart, weil man an diesem Ort viel Schönes erleben könnte, und in die Zukunft blicken. Es könnte ein Ort der Begegnung mit dem Nächsten



sein, man könnte Ideen austauschen, ein Fest für die gesamte Bevölkerung machen. Feste sollte man der Bevölkerung bieten können. Es könnte ein gemeinsames Werk der Freude und eine Visitenkarte für eine vielfältige Schweiz sein.

Wo liegt aber der Unsinn dieser Expo? Wenn wir den verächtlichen Äusserungen von Frau Teuscher zuhören, dann sehen wir, wo bei dieser Expo der Fehler liegt. Man grenzt sich ab, man äussert sich sehr verächtlich über eine Wirtschaft, die schlussendlich rund 600 Millionen Franken an diese Expo beisteuern soll. Man äussert sich verächtlich über eine Leistungsschau unserer Wirtschaft und sagt, dass es eben Vergangenheit sei und dass wir uns kulturell entfalten sollten – die blauen Haare und die roten Augen haben es auch nicht gebracht! Die Wirtschaft soll als Milchkuh erhalten, soll etwas finanzieren, zu dem sie nichts zu sagen hat oder wo sie auf ihre Leistungen verzichten soll.

Schlussendlich wird die neue Crew als eine Altmänner-Gilde dargestellt, die militärische und wirtschaftliche Erfahrungen mitbringt. Sogar die Lawinen müssen erhalten. Auch hier wird verächtlich über jemanden gesprochen, der wirklich sein Bestes geben möchte, der etwas gestalten möchte, das bis heute bei der Bevölkerung gar nicht ankam. Wir müssen uns überhaupt nicht wundern, wenn es nicht ankommt. Wie wollen Sie dem Volk die Expo verkaufen, wenn vorgeschlagen wird, dass die Armee zum Beispiel ein Defilee im Rückwärtsgang machen könnte, oder wenn die Bevölkerung als Kunstbanause dargestellt wird, die die virtuelle Idee der Expo gar nicht erfassen könne?

Wo keine Funken sind, da ist auch kein Feuer. Der Funke, damit die Bevölkerung wirklich hinter dieser Expo stehen könnte, wurde nie geschlagen. Aber die vielen Vorschusslorbeeren, die der nicht so effizienten Frauengruppierung gegeben wurden, haben die Kontrolle verhindert. Man war derart positiv eingestellt über alle nicht vermittelten Ideen oder über die Inhalte, die nicht vermittelt werden konnten, dass die Kontrolle versagt hat, dass die Termine und die Finanzen an letzter Stelle kamen.

Es wurde von der Berichterstatterin gesagt, das Jahrzehnt der Kleinmütigen und Erbsenzähler habe ausgedient. Wir müssen uns ausstrecken und aufbrechen zu einem neuen Jahrzehnt, wo neue Ideen und gute Ideen vermittelt werden können. Aber eben: Die Kleinmütigen und Erbsenzähler, die Inhalte oder Finanzauskünfte wollten, die sahen, dass die Termine unmöglich eingehalten werden können, wurden ins Abseits gedrängt, und alles andere stand im Vordergrund.

Es wurde auch gesagt, das Parlament entscheide heute nicht über die definitive Durchführung der Expo; wir entscheiden heute über den Abbruch oder über die Auflagen, die der Bundesrat der Direktion gemacht hat. Wenn wir heute zum Antrag der Mehrheit für einen Zusatzkredit von 230 Millionen Franken ja sagen, dann geben wir noch einmal eine Chance, dass die Inhalte der Expo dem Volk übermittelt werden können, dass wirklich Funken geschlagen werden können.

AB 1999 N 2404 / BO 1999 N 2404

Zum Abbruch der ganzen Übung: Es geht nicht darum, dass man gutes Geld nachschießt, sondern der Abbruch zieht ganz klar auch Finanzströme nach sich. Man kann nicht sagen: Wir begnügen uns mit diesen 130 Millionen Franken, und damit ist es abgetan, sondern die Eidgenossenschaft würde mit Sicherheit an die Kasse kommen und müsste Geld einschliessen. Eine Verschiebung auf 2005 oder 2006 bringt überhaupt nichts. Wenn wir die Termine 2002 einhalten können – und das ist, so glaube ich, möglich –, dann bringt eine Verschiebung nur mehr finanziellen Aufwand.

Eine Redimensionierung wurde schon ins Auge gefasst, aber das Konzept, auf dem aufgebaut wurde, lässt eine Redimensionierung nur bedingt zu. Wir müssen aber ganz klar sagen, dass am Schluss auch dann, wenn wir der Expo heute noch einmal eine Chance geben, ein Schuldenberg von ungefähr 500 Millionen Franken möglich wäre. Das muss vermittelt werden.

Der Antrag Maspoli ist nicht durchführbar. Herr Maspoli billigt der Schweiz mit dem Jahre zwölftausendundeinundneunzig eine lange Vergangenheit zu. Wenn wir schon Schwierigkeiten damit haben, die Expo dezentral durchzuführen, an einem relativ kleinen Ort, wäre es noch viel weniger möglich, die Expo in vier Kulturregionen durchzuführen. Es wäre für eine Familie auch nicht möglich, die Expo an vier Orten zu besuchen. Das wäre noch einmal viel zu teuer.

Die volle Transparenz in Termin- und Kostenfragen hat der Bundesrat aufgelistet. Ich glaube, die Massnahmen, die eingeleitet wurden, könnten zum Erfolg führen.

Was mich zusätzlich belastet, ist die Frage der Sponsorengelder oder die Sponsorenliste. Es wurde angetönt, dass eventuell so genannte Erotikfirmen, Beate Uhse oder andere, die Expo sponsern könnten. In diesem Fall müsste ich von der Expo Abstand nehmen. Es kann doch nicht sein, dass solche Firmen einen Begegnungsort der Schweiz sponsern müssten. Unsere Wirtschaft und unser Volk sind kräftig genug, um auch ohne diese



Sponsorengelder eine gute Expo machen zu können.

Die Familientauglichkeit wurde von der Berichterstatterin ebenfalls angetönt. Wenn ich die Entwicklung, auch im Budget, sehe, dann ist auch der Betrag von 900 Franken für drei Tage, der für eine vierköpfige Familie genannt wurde, viel zu hoch. Es muss ein Weg gefunden werden, damit die Familien die Expo besuchen können; es gibt ganz sicher Wege. Ich glaube auch, dass dies ein gutes Mittel sein könnte, um Familien wieder zusammen zu bringen oder zu festigen.

Die evangelische und unabhängige Fraktion sagt ja zur Kommissionsmehrheit, d. h. zum Zusatzkredit von 230 Millionen Franken und zur zusätzlichen Frist von einem Monat bis zum Entscheid. Wir möchten aber ganz klar betonen, dass heute die Alternative darin besteht: Abbruch der Expo oder Zustimmung dazu, dass der Bundesrat der Expo noch einmal eine Chance gibt.

Imhof Rudolf (C, BL): Um es vorwegzunehmen: Die CVP-Fraktion ist dafür, diesen Kredit zu sprechen, und wird der Mehrheit der Kommission zustimmen.

Am 10. Dezember 1996 haben wir für die Organisation und die Durchführung der Expo.01 einen Verpflichtungskredit gesprochen, das wurde hier bereits mehrmals erwähnt. Hingegen wurde mit der Planung, Organisation und Durchführung der Expo.01 der Verein Expo 2001 beauftragt. Mit der Rechtsform des Vereins wollten die Räte klarstellen, dass die Ausstellung Unabhängigkeit genießt und sich selbst organisiert.

Diese Parameter sind auch heute noch gültig. Die Verantwortung darf jetzt auf keinen Fall die Politik übernehmen. Herr Bundesrat, weder Sie noch das Parlament sollten nun Chef spielen. Aber auch mit der Wahl von Kollege Steinegger als Verantwortlichem der Expo.02 darf nicht davon ausgegangen werden, dass die Politik nun das Primat der Handlung und der Verantwortung übernimmt.

Ausserdem hält die CVP-Fraktion hier ausdrücklich fest, dass das Comité stratégique seine Aufgabe nicht erfüllt hat. Im Gegenteil: Dieses Komitee ist letztlich für das heutige Debakel verantwortlich. Mit der Demission oder dem mehr oder weniger freiwilligen Rücktritt der Damen und Herren kann diese Verantwortung nicht einfach gelöscht werden. Wir erwarten jedenfalls zu gegebener Zeit eine Antwort.

Ich betone: Es muss der letzte Kredit sein. Dabei müssen die Auflagen vollumfänglich erfüllt werden. Wir verlangen vom Bundesrat, dass er die Bedingungen festschreibt und genau umschreibt, wie dieser Kredit zustande kommt.

Ein wichtiger Punkt muss ebenfalls erfüllt sein: Es muss sicher gestellt werden, dass die schweizerische Durchschnittsfamilie die Ausstellung besuchen kann – also keine elitäre Veranstaltung für Privilegierte.

Wie gesagt: Wir sind für den Kredit. Aber wir wollen eine Ausstellung, die diesen Namen auch verdient. Das Konzept der Arteplages, das seit vier Jahren als Highlight dargestellt wird, ist sehr gut. Die Idee stösst noch immer auf volle Zustimmung. Deshalb sind wir strikte dagegen, dass einfach das Konzept geändert wird und weniger Arteplages gebaut werden. Reden Sie einmal mit den betroffenen Gemeinden. Sie stellen sehr schnell fest, dass grosse Erwartungen mit dieser Expo.02 verknüpft werden, dass die Planungen der Gemeinden, teilweise sogar die Orts- und Zonenplanungen, an diese Expo.02 geknüpft sind. Wer soll nun verzichten? An welchen Orten wird nicht gebaut? Wer fühlt sich für die regionalen Verteilungskämpfe verantwortlich, die dabei unweigerlich entstehen werden? Der soziale Friede und der Zusammenhalt einer ganzen Region werden damit aufs Spiel gesetzt.

Die CVP-Fraktion ist hingegen der Meinung, dass bei Planung, Komfort und Ausführung genügend Sparpotenzial enthalten ist. Vielleicht kann man ja auch Überlegungen anstellen, wie viele Einsparungen gemacht werden können, wenn die Löhne, Gehälter und Mandatszahlungen den üblichen Tarifen angepasst werden.

Die CVP-Fraktion stellt sich auch hinter die Forderung, dass die Wirtschaft, die Kantone und die Gemeinden sich nun engagieren müssen. Eine Ausstellung, wie sie hier geplant ist, wird auch dem Wirtschaftsstandort Schweiz, dem Tourismus und allen öffentlichen und privaten Institutionen neue Impulse verleihen. Nicht zuletzt wird sie mithelfen, die pessimistische Grundhaltung der letzten Jahre abzubauen. Aber – davon bin ich überzeugt – dies wird uns nur gelingen, wenn wir alle aufhören, dauernd negative Signale auszusenden.

Ich möchte noch ein Wort in eigener Sache sagen: Ich bin Präsident des Eidgenössischen Turnfestes 2002 im Kanton Basel-Landschaft. Sie alle wissen, was ein solches Turnfest ist, welcher Aufwand hinter dieser Veranstaltung steckt. Mit der Verschiebung der Expo werden wir eine Kollision der beiden Grossanlässe haben. Ich kann Ihnen sagen, dass diese Verschiebung uns schon einiges Kopfzerbrechen bereitet hat. Wir hoffen, dass sich diese Kollision nicht negativ auf unser Sponsoring, auf das für diesen Turnanlass übliche Engagement des VBS, auf die Vermietung von Hallen und Geräten und nicht zuletzt auf die öffentlichen Transportmittel auswirkt. Das OK des Eidgenössischen Turnfestes erwartet eine Koordination und nicht zuletzt auch eine wohlwollende Haltung der Expo-Verantwortlichen. Mit der Erwähnung unseres Anlasses habe ich die Gelegenheit genutzt, Ihnen diese weitere Komplikation darzulegen. Allerdings: Ich bin überzeugt, dass wir den gegenseitigen Ein-



fluss mit gutem Willen in Grenzen halten können.

Ich bitte Sie deshalb, mit der Mehrheit der Kommission diesem Kredit zuzustimmen.

Widmer Hans (S, LU): Auch die SP-Fraktion möchte im Zusammenhang mit der geplanten Landesausstellung positive Signale aussenden. Es ist für uns nur schwer verständlich, wie leichtfertig zum Teil bei diesem Geschäft Rückweisungs- oder sogar Nichteintretensanträge gestellt werden. Aber es ist schon so: Es braucht viel mehr, etwas in Bewegung zu setzen, in Bewegung zu halten, wenn man davon überzeugt ist, als einfach den Bremsklotz hinzulegen und die Sache zu stoppen. Das als kleine Vorbemerkung.

Wir werden für dieses Geschäft sogar eine namentliche Abstimmung verlangen, weil wir wollen, dass die

AB 1999 N 2405 / BO 1999 N 2405

Bevölkerung unseres Landes Bescheid darüber weiss, wer sich für dieses zukunftsweisende Projekt einsetzt und wer nicht.

Unser Ja bedeutet aber keineswegs, dass wir mit allem und jedem einverstanden sind, was bisher in Sachen Expo.02 gelaufen ist. Aus heutiger Perspektive haben unseres Erachtens Bundesrat und Parlament – also wir alle – 1996 einen gravierenden Fehler gemacht, als wir beschlossen haben, für die geplante Landesausstellung lediglich sozusagen einen Initialzündungskredit zu sprechen und alles Weitere der Wirtschaft allein und einem Verein zu überlassen. Dass dieses Vorgehen aus verschiedenen Gründen beinahe in die Katastrophe führte, hat spätestens der Hayek-Bericht schwarz auf weiss bewiesen. Wir müssen heute einsehen, dass sich das Projekt einer Landesausstellung offensichtlich nicht einfach delegieren und outsourcen lässt. Es ist ein derart komplexes, umfassendes Projekt, dass alle dahinterstehen müssen; sonst geht es daneben.

Uns ist auch kaum verständlich, wie unwillig und "peu motivant" Herr Bundesrat Couchepin in diesem Zusammenhang reagierte und welche zögerliche, fast peinlich distanzierte Haltung auch der Gesamtbundesrat in dieser wichtigen Frage eingenommen hat. Natürlich musste die Notbremse gezogen werden, aber nicht um den Eindruck zu vermitteln, man müsse den Zug definitiv anhalten, sondern höchstens mit der Absicht, ihn für die bereits detailliert geplante Reise nochmals zu warten, personell und organisatorisch in Ordnung zu bringen und – was für uns vor allem wichtig ist – für sozial- und familienverträgliche Eintrittspreise zu sorgen. Dazu war die Notbremse da, und nicht, um das Signal zu geben, den Zug definitiv zu stoppen.

Von unserem heutigen Ja hängt es ab, ob die Möglichkeit geschaffen wird, dass der Zug weiterfahren kann oder nicht. Wenn wir ja sagen, liegt der Ball nicht mehr bei uns, sondern bei der Wirtschaft.

Aus folgenden Gründen lehnen wir die Nichteintretens- und Rückweisungsanträge ab:

1. Eine Verschiebung käme einem Neuanfang gleich und würde uns 200 Millionen Franken oder mehr kosten.
2. Mit einem Nichteintretensbeschluss würden wir eine wichtige Chance verpassen. Denn eine Landesausstellung, die mehr zu sein verspricht als eine Regierungserklärung, mehr auch als eine Schulstunde der Nation, mehr auch als eine blosse Warenmesse, kann unserem Land nur gut tun – unserem Land, das im letzten Jahrzehnt nicht eben durch vitales Selbstbewusstsein und furchtlose, engagierte Zukunftsorientierung aufgefallen ist.

3. Nicht nur die Chance einer Sinnggebung würden wir bei einem Nichteintretensbeschluss verspielen, sondern auch die Chance eines neuartigen Zusammenarbeitens von Wissenschaft, Politik, Wirtschaft und Kultur in einem gemeinsamen Experiment, das mit 1 Milliarde Franken im Übrigen mehr auslöst als der Vereintunnel und als die zwei grössten Lose der Neat. Es ist gut, dass wir in Tunnelprojekte investiert haben, denn sie verbinden rein physisch verschiedene Täler und Gegenden. Es ist aber auch gut, wenn wir Räume schaffen, in denen verschiedene in unserem Lande lebende Generationen und Kulturen sich begegnen können.

Weil für uns eine Landesausstellung Sinn macht und weil sie zugleich so etwas wie ein nationales, von Wirtschaft und öffentlicher Hand getragenes Investitionsprogramm ist, stimmen wir dem Zusatzkredit zu und lehnen die Rückweisungs- und Nichteintretensanträge ab.

Eymann Christoph (L, BS): Die liberale Fraktion sagt ja zur Landesausstellung Expo.02 und damit auch zum Zusatzkredit. Wir bitten um Zustimmung zur Vorlage und um Ablehnung des Nichteintretensantrages und der Rückweisungsanträge.

In der Planung der Expo sind Fehler gemacht worden. Man könnte jetzt über diese Fehler sprechen. Einige Vorredner und Vorrednerinnen haben dies getan. Wir von der liberalen Fraktion wollen lieber vorwärts schauen. Die Expo ist wichtig für die Standortregionen, die Expo ist wichtig für unser Land. Diese Expo ist wichtig für den inneren Zusammenhalt unseres Landes. Eine gelungene Landesausstellung kann sehr viele positive Auswirkungen auf die Zukunft haben. Wir glauben, dass verschiedene Projekte als Beiträge zur Zukunftsgestaltung von grosser Bedeutung sind, so zum Beispiel die Vorhaben im Rahmen des KMU-Programmes. Wir haben



Vertrauen in die jetzige Leitung der Expo, und wir sind überzeugt, dass der Übergang von der Reparaturphase zur Normalbetriebsphase jetzt vollzogen werden kann.

Die liberale Fraktion begrüsst auch die vorgesehene Finanzierungsart, und wir finden es richtig, den Kredit an verschiedene Bedingungen zu knüpfen. Wir haben eine grosse und wichtige Bitte; sie betrifft die Verbesserung der Kommunikation. Bei einem so filigranen Vorhaben ist es äusserst wichtig, unserer Bevölkerung die Information im Bringsystem zu offerieren. Wir gehen davon aus, dass dafür die ersten Schritte schon gemacht worden sind.

In diesem Sinne bitten wir Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Ruey Claude (L, VD): Comme l'a rappelé M. Eymann, il y a eu mauvaise gestion et les mesures de correction ont été prises tardivement, mais est-ce vraiment une raison pour jeter le bébé avec l'eau du bain? Le rapport Hayek n'a-t-il pas montré que si l'on s'engageait à fond – et même, prévoyait le rapport à l'époque, sans la retarder –, l'Expo pourrait réussir.

La Suisse n'a-t-elle pas besoin de grands projets qui nous unissent? Bien sûr, les choses ont changé et le Conseil fédéral a changé d'avis. Alors qu'il annonçait qu'il n'y aurait pas de crédit additionnel, il se trouve maintenant avec une demande de crédit additionnel. Je crois avoir lu aussi, dans la propagande électorale de certains candidats, qu'ils ne seraient pas candidats au Conseil fédéral, et aujourd'hui ils le sont. Ils ont aussi changé car, de manière tout à fait normale, on s'adapte à des circonstances qui changent. En l'occurrence, il faut tenir compte des changements qui sont intervenus, de la reprise en main qui a eu lieu de l'exposition. On nous demande 250 millions de francs, c'est beaucoup et peu. C'est un à deux kilomètres de tunnel d'autoroute, alors que notre pays en construit des centaines. Vous me direz que c'est beaucoup, bien sûr, mais le projet en vaut la peine.

On a demandé tout à l'heure – cette question a été posée par ceux qui demandent le renvoi – ce que feraient les cantons fondateurs de l'Expo. Le canton de Vaud, que je représente aussi ici, n'est pas à l'origine du projet, puisque la précédente exposition nationale avait eu lieu à Lausanne en 1964. Mais il s'y est rallié dès le départ. Nous nous sommes engagés aussi dans ce projet et, récemment, le Gouvernement vaudois, dont j'assume la présidence cette année, a accepté, précisément parce que les circonstances changent, que nous allions dans le sens d'une rallonge financière. Le lien confédéral en vaut la peine et nous avons besoin de projets communautaires dans ce pays.

Je dois avouer que lorsque j'entends certaines oppositions, je suis quelque peu troublé. Comment concilier en effet l'esprit d'une Suisse fière d'elle, l'esprit d'une Suisse capable d'entreprendre – c'est ce qui caractérise les vrais patriotes dont je crois être –, un esprit qu'on retrouve dans le rapport Hayek, avec le fait qu'aujourd'hui, certains cèdent au défaitisme, abandonnent le combat, baissent les bras, alors que précisément ce combat peut encore être gagné. Je crois qu'il ne faut pas laisser passer l'occasion d'offrir à ce pays d'autres débats, d'autres perspectives que les seuls et douloureux débats neurasthéniques sur les années d'il y a 50 ans, aussi nécessaires que fussent ces débats, pour permettre à notre jeunesse et à l'ensemble de ce pays de vivre d'autres perspectives, des perspectives d'ouverture et d'avenir.

C'est dans ce sens que nous vous demandons d'entrer en matière.

Scheurer Rémy (L, NE), pour la commission: Nous avons entendu un certain nombre de propositions de renvoi, il y a une proposition de non-entrée en matière. Je dirai que les propositions de renvoi équivalent à des propositions de non-entrée en matière, puisque dans tous les cas il ne serait plus

AB 1999 N 2406 / BO 1999 N 2406

possible d'organiser l'Expo.02 telle qu'elle est prévue aujourd'hui. Mais ces propositions sont fondées sur des hypothèses catastrophiques, sur des pronostics incontrôlables, ou encore sur des vues rétrospectives et des mises en accusation de ce qui a été fait. Ce n'est pas avec ça que nous pourrions aller de l'avant. M. Maspoli fait exception à cela, puisqu'il a eu, lui, une idée hier et qu'il pense que, en la disant aujourd'hui, elle peut être réalisée en 2002 dans quatre régions différentes de la Suisse. C'est la proposition sans doute la plus originale que l'on ait entendue parmi toutes celles qui étaient irréalistes et qui nous sont soumises maintenant.

Je dirai surtout que l'Expo.02 est définie comme une exposition nationale et que la Confédération doit s'y engager matériellement aussi, en même temps qu'elle s'y engage moralement. Le niveau d'engagement actuel correspond à ce qui était le niveau d'engagement de la Confédération lors de l'Exposition nationale de 1964, pas plus. Je dirai surtout que l'engagement de 250 millions de francs est un engagement conditionnel. Je ne rappellerai pas ces conditions, elles ont été dites, mais c'est un engagement conditionnel et c'est dans la mesure où ces conditions seront remplies d'ici environ six à sept semaines par les responsables d'Expo.02,





que le Conseil fédéral pourra donner son aval à la suite du projet.

En entendant les propositions de renvoi, en entendant quelques interventions, je me rappelle une définition des Suisses, que je ne sais plus à qui attribuer: "Les Suisses préfèrent avoir l'assurance de tout perdre plutôt que de courir le risque de gagner." C'est un peu cet esprit-là qui régnait chez certains des intervenants.

Couchepin Pascal (,): En vous demandant d'approuver ce crédit supplémentaire avec les conditions que je vais évoquer dans un instant, le Conseil fédéral manifeste sa volonté de permettre que l'exposition nationale puisse avoir lieu en 2002. Nous vous proposons donc d'approuver un crédit additionnel de 250 millions de francs. En vous demandant cela, nous voulons donner un signal fort qui permette à l'"Association Exposition nationale" – qui est privée – et à l'économie d'assurer le succès de l'exposition en déployant de leur côté les efforts nécessaires.

Mais ce crédit n'est pas un blanc-seing, il est lié à un certain nombre de conditions additionnelles qui devront être remplies. A compter du 1er janvier 2000 – 1er février 2000 si vous votez la proposition de la commission –, des paiements imputés à ce crédit de 250 millions de francs ne peuvent être effectués que s'il est prouvé que l'engagement ferme et global de l'économie privée atteint 380 millions de francs. En outre, nous demandons à l'"Association Exposition nationale" qui est en charge de ce dossier de redimensionner le projet ou de faire en sorte que 290 millions de francs d'économies soient réalisés.

Le rapport Hayek qui a servi de base à la décision du Conseil fédéral avait constaté une situation extrêmement critique sur le front des finances, du calendrier, de la direction et de la gestion du projet. Aujourd'hui, un certain nombre de progrès ont été réalisés. Tout d'abord, le calendrier est réaliste, dans le sens où il donne à l'association une année de plus pour réaliser son projet. L'exposition est reportée à 2002. Comme l'ont relevé les rapporteurs, ce n'est pas quelque chose d'extraordinaire dans l'histoire des expositions nationales suisses, puisque les Expositions nationales de 1914 et de 1939 avaient été prévues initialement une année plus tôt. Ensuite, le Comité directeur a été nommé avec à sa tête M. Franz Steinegger. Il s'est mis au travail, et je crois qu'il travaille avec réalisme et efficacité.

Le problème des liquidités, qui est un problème lancinant dans un tel projet, a été provisoirement résolu puisque la Délégation des finances a approuvé un crédit de 50 millions de francs pour 1999.

Si le délai est reporté, non pas au 1er janvier mais au 1er février 2000, nous aurons au mois de janvier probablement un nouveau problème de liquidités qui devra être résolu une fois encore.

Gestion: la direction de l'Expo tient sa promesse de s'efforcer de mobiliser toutes les énergies durant cette période de vérité, jusqu'au moment où le Conseil fédéral verra si les conditions qu'il a posées sont réalisées. Enfin, de notre côté, soit du côté de la Confédération, la gestion des projets de la Confédération a été modifiée: le Conseil fédéral a approuvé une nouvelle réglementation de l'organisation. L'approbation du crédit constitue le prochain pas dans la bonne direction.

Mais, il faut quand même dire ici, et le rappeler pour que ce soit inscrit au Bulletin officiel et pour ceux qui lisent les comptes-rendus de ce type de débats – il y en a plusieurs parmi vous qui le font, ce qui est quand même bon signe –, qu'il reste, même si toutes les conditions sont réalisées, un problème de risque résiduel de l'ordre de 170 millions de francs. C'est le rapport Hayek qui, dans son scénario "Estimate and Risk", pense qu'il reste une possibilité de trou de 170 millions de francs. Il s'agit d'un risque. Personne ne peut dire aujourd'hui si ce risque sera réalisé ou non, mais il faut le prendre en compte et savoir qu'à la fin, il peut y avoir un problème de cet ordre de grandeur, malgré le crédit supplémentaire et les économies qui sont faites; et si ce risque devait se réaliser, nous aurions un nouveau problème de liquidités avant l'ouverture de l'Expo. En vous demandant ce crédit, ce n'est donc pas la fin totale du voyage, puisqu'il reste ce risque qui peut se réaliser et qui entraînerait des besoins nouveaux pour l'Expo, d'abord en liquidités, ensuite en crédits. Qui paierait ce montant si le risque devait se réaliser? Je crois que personne ne se fait d'illusions sur le garant de dernier ressort de ce risque: c'est, à mon avis, la Confédération.

Plusieurs d'entre vous ont proposé le renvoi, soit le renvoi pour étudier d'autres variantes, soit le renvoi pour faire une exposition dans les mêmes délais, dans quatre régions de Suisse, soit le renvoi pour d'autres raisons. Si je prends la proposition Maspoli qui suggère, pour la même date de 2002, de faire une exposition décentralisée dans les quatre régions linguistiques de Suisse, je crois que, d'abord, il y a le délai qui n'est pas possible: changer le projet pour 2002, c'est totalement hors des réalités; mais, en plus, je crois que le concept ne serait pas excellent, parce qu'il donnerait l'illusion qu'on fait une exposition nationale pour chaque région de Suisse, alors qu'au contraire, l'exposition nationale doit être une occasion de rencontres entre les Suisses. Il faut inviter tous les Suisses à partager ensemble une expérience commune plutôt qu'à fêter séparément l'exposition nationale, chacun dans leur région.

M. Föhn, notamment, a posé des questions au sujet des contributions de l'économie privée.



Le climat actuel est bien meilleur que celui qui régnait avant le rapport Hayek et avant les décisions prises par le Conseil fédéral. Néanmoins, il n'est pas possible de donner des garanties quant aux montants que l'économie privée est prête à engager. Les négociations sont en cours et elles dureront au moins jusqu'à la fin de l'année, et même durant le mois de janvier si le délai est reporté au mois de février. A notre avis, il sera difficile d'atteindre le montant de 380 millions de francs prévu par le Conseil fédéral, mais ce n'est pas impossible et nous espérons toujours qu'il sera atteint.

Quel est l'état actuel des contributions des cantons et des villes? Les cantons organisateurs ont payé 28,5 millions de francs; il reste à payer 12 millions de francs. Les villes organisatrices ont payé 19,6 millions de francs; il reste à payer 5 millions de francs. Les autres cantons ont payé 8,7 millions de francs; il reste à payer 13,5 millions de francs. Une rallonge a été prévue par deux cantons: Vaud et Neuchâtel. Des discussions sont en cours avec d'autres cantons et d'autres villes.

On a parlé du prix d'entrée, du flux des visiteurs, du nombre de visiteurs. La réponse, c'est que tout ce qui concerne la manière dont les billets sont contrôlés, le prix des entrées, les réductions pour les familles, le nombre estimé de visiteurs, est actuellement en train d'être revu et analysé par des professionnels de la branche. Il s'agit d'une entreprise anglaise spécialisée dans cette matière. Mais il est certain que l'attractivité de l'Expo, et par conséquent le nombre des

AB 1999 N 2407 / BO 1999 N 2407

visiteurs, dépendront des scénarios de l'exposition qui seront finalement arrêtés par le Comité directeur. On a pensé un moment que ce dernier serait forcé, pour atteindre l'objectif d'épargne de 290 millions de francs, de réduire les arteplages. Il semble, d'après les conversations que j'ai eues avec les responsables de l'Expo, que cette solution n'est pas aujourd'hui considérée comme la meilleure, dans la mesure où une partie des dépenses pour ces projets sont déjà faites, notamment tout ce qui touche aux études intellectuelles liées aux arteplages. Cela est perdu, l'économie ne porterait que sur la partie constructions. En contrepartie, il y aurait une perte d'intérêts. Il semble donc que la suppression d'arteplages n'est pas celle qui sera retenue par la direction de l'Expo pour atteindre l'objectif d'économie de 290 millions de francs. Mais ce n'est qu'un avis qui vous est donné aujourd'hui et qui n'engage pas la direction de l'Expo, qui doit garder sa liberté jusqu'au mois de janvier pour définir le concept qui permet d'atteindre les objectifs fixés par le Conseil fédéral.

M. Waber a posé une question concernant l'entreprise commerciale Beate Uhse que je ne connaissais pas avant qu'on l'évoque, et pour cause, puisqu'elle est, semble-t-il, spécialisée dans un secteur qui suscite beaucoup d'émotions, puisqu'il s'agit d'objets liés à la sexualité. La direction artistique est actuellement en tractation avec Beate Uhse, car cette entreprise, ainsi que d'autres partenaires potentiels, s'intéressent à une exposition qui thématise de façon à la fois ludique et sérieuse la sexualité sous ses diverses facettes, sans dépasser, bien sûr, les limites du bon goût. Par conséquent, la question reste ouverte et elle ne sera pas résolue par votre serviteur.

Finalement, les seules options réalistes sont, soit de refuser purement et simplement le crédit, auquel cas on va vers une faillite, soit d'accepter le crédit sans renvoi, ce que le Conseil fédéral soutient après avoir longuement analysé les différentes options, dont l'arrêt du projet. Le Conseil fédéral vous demande de donner une chance supplémentaire à l'Expo.02, de permettre à la direction actuelle de répondre aux exigences qu'il a posées. Au travers de cet arrêté, le Conseil fédéral n'a pas toute sa liberté, puisqu'il ne peut libérer le crédit que si les conditions sont réalisées.

Je vous rappelle que l'arrêt de l'exposition nationale coûte aussi quelque chose. On perdrait 300 millions de francs et on n'aurait rien en face. C'est une option que le Conseil fédéral veut éviter. Il vous propose d'aller de l'avant et de préparer la fête.

Hess Peter (C, ZG): Herr Bundesrat, Sie haben zum Ausdruck gebracht, dass offenbar ein Restrisiko in der Grössenordnung von 150 bis 170 Millionen Franken besteht. Beabsichtigt der Bundesrat, die übrigen Partner – ich denke an Kantone und Gemeinden, ich denke an die Wirtschaft – in die Deckung dieses Restrisikos mit einzubeziehen? Oder denkt der Bundesrat daran, am Schluss einfach den einfachsten Weg zu wählen, d. h., mit einem Nachtragskredit wieder an das Parlament zu gelangen?

Couchepin Pascal (,): Monsieur Hess, un "Restrisiko" est un "Restrisiko", ce qui veut dire qu'il n'est pas garanti que ce risque survienne, mais que cette possibilité existe en fonction de différentes variables qui ne se réaliseront peut-être pas.

Si on reprend l'étude Hayek, on constate que c'est une addition d'une série de risques, notamment sur les visiteurs, le temps, l'atmosphère politique. Imaginons qu'il y ait une crise européenne ou quelque chose qui



ferait que le nombre de visiteurs ne soit pas atteint. Il y a aussi dans ce "Restrisiko" des risques liés aux constructions, puisque, et c'est un des problèmes de l'Expo, il n'y a pratiquement pas de réserves pour des incidents qui pourraient survenir dans la période de réalisation. Aujourd'hui, il n'est pas possible de partager cette dépense qui n'est pas encore réalisée, mais il y a un "Restrisiko" qui existe.

Dans la mesure où on aura réussi à atteindre, ou voire à dépasser le montant de la participation de l'économie, on aura ainsi couvert un montant qui permet de faire face au "Restrisiko". Mais si on est juste à la limite fixée par le Conseil fédéral, le "Restrisiko" restera entier. L'"Association Exposition nationale" est en discussion, et le Conseil fédéral soutient ses démarches, avec des cantons et des villes pour obtenir des montants supplémentaires. Là aussi, si on dépasse le montant minimum fixé par le Conseil fédéral, on aura une somme qui permettra de donner les assurances que l'on souhaite. Mais, finalement, tout cela n'est pas une réponse qui permet de vous dire avec sécurité que ces 170 millions de francs ne seront pas un jour sur la table et devront être couverts par quelqu'un. Qui doit être responsable de ce montant si le risque devait se réaliser au maximum? A mon sens, politiquement, je crois qu'il n'y a pas beaucoup d'illusion à se faire, ce sont les pouvoirs publics et là, il y aura une discussion à avoir entre Confédération, cantons et communes. Mais il s'agit d'un risque, il ne s'agit pas d'une dépense certaine.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Monsieur le Conseiller fédéral, je précise que je voterai ce crédit, quelle que soit la réponse que vous me fournirez. Je fais partie de ceux qui pensent que le politique n'a pas à dicter le contenu de cette exposition, mais qu'il peut tout de même donner quelques impulsions. De ce point de vue, on sait que pour toutes sortes de raisons, la Suisse n'a pas une très bonne image en Europe et dans le monde. Est-ce que vous ne pensez pas qu'on pourrait profiter de cet événement pour améliorer cette image, et en profiter, pas seulement avec des mots et des discours, mais de manière concrète, en invitant par exemple d'autres pays, peuples ou communautés à être associés concrètement à l'Expo?

Couchepin Pascal (,): Monsieur Rennwald, tout d'abord une réponse qui n'a pas un lien immédiat avec la question que vous posez: la Suisse a meilleure réputation dans le monde qu'on le dit souvent. Je peux en témoigner pour voyager pas mal et rencontrer beaucoup de collaborateurs. A Seattle, il y a quelques jours, une bonne partie des délégués se souvenait avec nostalgie de la conférence ministérielle tenue à Genève, qui s'était déroulée dans une atmosphère qui n'était pas totalement pacifique, mais qui au moins avait permis aux débats de se dérouler de manière ordonnée. La Suisse a meilleure réputation qu'on ne pense; mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer d'améliorer constamment la réputation qui devrait être la nôtre à l'extérieur. Inviter d'autres peuples, c'est tout à fait clair. Si vous regardez le nombre de visiteurs qui sont prévus, on n'arrivera pas à faire ça seulement avec les Suisses. Il faut absolument inciter des touristes. Il y a eu une démarche qui a été faite cette année, au mois de juin, pour lancer la vente des billets pour l'Expo 2001. Là, c'est un problème que Suisse Tourisme a en plus de ceux qu'on a évoqués dans le débat précédent. Ils ont fait un gros effort qui a commencé à porter ses fruits. Au moment où il portait ses fruits, on a décidé de reporter l'Expo en 2002. Il faudra donc reprendre cet effort.

Il est évident qu'il faut inviter les autres peuples, nos voisins, à visiter l'exposition elle-même. On a discuté à un certain moment – la décision n'est pas nécessairement à prendre aujourd'hui – si on voulait inviter officiellement des chefs d'Etat ou des responsables. C'est une idée qui est aussi à creuser.

Je constate simplement que l'idée d'une exposition nationale est une idée quasiment unique en Europe. A ma connaissance, il n'y a que la Suisse qui a la tradition de refaire une exposition nationale à chaque génération. Les autres peuples ont fait des expositions universelles et, ce qui est passé de mode pour des raisons tout à fait évidentes, des expositions coloniales. La Suisse n'a que l'habitude de l'exposition nationale.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit (Eintreten) 141 Stimmen

Für den Antrag Teuscher (Nichteintreten) 36 Stimmen

AB 1999 N 2408 / BO 1999 N 2408

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 99.081/41)

Für den Antrag der Minderheit 35 Stimmen

Dagegen 138 Stimmen





Dritte Abstimmung – Troisième vote

(namentlich – nominatif; 99.081/42)

Für den Antrag Hess Bernhard 31 Stimmen

Dagegen 146 Stimmen

Vierte Abstimmung – Quatrième vote

(namentlich – nominatif; 99.081/43)

Für den Antrag Maspoli 8 Stimmen

Dagegen 151 Stimmen

**Bundesbeschluss über einen Zusatzkredit für die Landesausstellung
Arrêté fédéral concernant un crédit additionnel pour l'exposition nationale**

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

....

b. des Vereins Expo 2001: 130 Millionen Franken;

....

d. Beiträge zur Sicherstellung der Zahlungsbereitschaft im Jahr 1999: 20 Millionen Franken.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

....

b. de l'Association Expo 2001: 130 millions de francs;

....

d. contributions pour garantir la solvabilité durant l'année 1999: 20 millions de francs.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe 136 Stimmen

Dagegen 38 Stimmen

Das qualifizierte Mehr ist erreicht



La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

.... dem 1. Februar 2000 dürfen

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

.... du 1er février 2000

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3bis

Antrag der Kommission

Die Vereinsleitung erstattet der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte und der Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK) vierteljährlich Bericht über den Stand der Geschäftsentwicklung, die Auftragsvergabe und die Finanzlage. Die EFK und die vereinsinterne Kontrollkommission haben uneingeschränkt Zugriff auf die erforderlichen Dokumente und Informationen des Vereins.

Art. 3bis

Proposition de la commission

La direction de l'association fournit à la Délégation des finances des Chambres fédérales ainsi qu'au Contrôle fédéral des finances (CDF) un rapport trimestriel sur l'état d'avancement des affaires, l'octroi de mandats et la situation financière. Le CDF et la commission de contrôle interne de l'association ont plein accès aux documents et informations nécessaires que détient l'association.

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 99.081/45)

Für Annahme des Entwurfes 133 Stimmen

Dagegen 39 Stimmen



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 1999 • Zweite Sitzung • 07.12.99 • 08h00 • 99.081
Conseil national • Session d'hiver 1999 • Deuxième séance • 07.12.99 • 08h00 • 99.081



An den Ständerat – Au Conseil des Etats

AB 1999 N 2409 / BO 1999 N 2409